

*Initiatives ministérielles*

camps et kidnappe des réfugiés. Donc, tout retard expose le réfugié ou sa famille à un danger.

Alors que nos agents à l'étranger vont dans les camps pour recruter ceux qui, en tant qu'immigrants, présentent le plus d'intérêt pour le Canada, sans trop se préoccuper de déterminer s'ils sont admissibles ou non au statut de réfugié, les réfugiés dont la réinstallation est la plus urgente, selon le Haut-commissariat des Nations Unis, se font souvent dire d'attendre et d'attendre encore.

Nous avons des normes médicales extrêmement rigides. Le Comité central mennonite m'a écrit, il y a plusieurs années, pour me faire part de l'histoire assez tragique d'une famille de réfugiés dans un camp en Thaïlande. La famille en question, après avoir attendu quelque temps, avait finalement été sélectionnée et on l'avait autorisée à venir au Canada. Le jour du départ, les fonctionnaires se sont opposés à ce que l'un des membres de la famille parte avec les autres, parce que les résultats de son dernier examen radiographique montraient qu'il avait une tache sur un poumon, apparemment attribuable à un début de tuberculose. Toute la famille a finalement décidé de rester, ne voulant pas laisser derrière l'un des siens. L'année suivante, lorsque leur tour est venu de nouveau, le jeune homme en question s'est pendu plutôt que de courir le risque d'être encore une fois un obstacle au départ du reste de sa famille.

Si cette famille avait été choisie dans le cadre du programme américain pour les réfugiés, comme me l'a expliqué le Comité central mennonite, on n'aurait pas hésité à prendre le jeune homme en question. On l'aurait amené aux États-Unis et, en quelques mois, on l'aurait traité pour sa supposée infection tuberculeuse. Lui et sa famille auraient pu ensuite s'installer aux États-Unis. Nous avons cependant au Canada des normes médicales beaucoup plus tatillonnes, qui sont préjudiciables à bon nombre de véritables réfugiés dans le besoin.

Il semble qu'il y a un manque de notre part. Nous nous targuons d'être très accueillants envers les réfugiés, mais à certains égards nous ne le sommes pas. Ainsi, le gouvernement a négligé pendant des mois et des mois d'augmenter la limite de prêt pour satisfaire aux besoins des personnes qui, comme le gouvernement le savait très bien l'année dernière, sont de plus en plus nombreuses à affluer d'Europe de l'Est et à se prévaloir des dispositions en question. Pour atténuer la crise, il a fini par refuser toute possibilité de prêt à tous les réfugiés parrainés par des particuliers.

J'ai ici un télex concernant deux familles du Soudan qui ont été parrainées. L'un des trois frères habite Toronto et

a la citoyenneté canadienne, tandis que les deux autres sont au Soudan avec leur famille. Dix-huit personnes se sont présentées à l'aéroport prêtes à partir pour le Canada. On leur avait dit: «Présentez-vous à l'aéroport et prenez l'avion.» C'est ce qu'elles ont fait, mais elles ont été interceptées soi-disant parce que leurs billets n'avaient pas été payés. Quelle façon de traiter les gens!

• (1210)

Si le gouvernement avait donné le préavis d'un mois, ces personnes n'auraient pas été amenées à l'aéroport pour se faire tout simplement dire qu'elles devaient y rester. Que sont-elles censées faire pendant un mois? Camper à l'aéroport? Retourner au camp de réfugiés? Elles avaient pris toutes les dispositions nécessaires pour venir ici. Autant que je sache, le gouvernement s'est montré tout à fait impitoyable.

Bien que le gouvernement soit entièrement responsable de la crise que nous vivons actuellement parce qu'il n'avait pas encore pris, avant aujourd'hui, les mesures requises pour augmenter la limite du prêt, il fait assumer le poids de ses erreurs aux familles que les organisations privées ont accepté de parrainer. Après avoir exhorté ces organisations—et c'est l'ancien ministre MacDonald qui a ouvert la danse avec les réfugiés de la mer lorsque le Canada a été, si je ne m'abuse, le premier pays du monde à instaurer le système de parrainage des réfugiés par le secteur privé—le gouvernement leur a recommandé avec insistance de trouver d'autres répondants. Tout au long des années 80, les Églises ont prôné le parrainage. Les Églises unie et anglicane ont même engagé du personnel à Toronto uniquement pour aider les congrégations et les autres groupes répondants à parrainer des réfugiés dans le cadre des programmes gouvernementaux offerts.

Lorsque l'ancien secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le député de Surrey-White Rock, s'est moqué des Églises parce que, selon lui, elles n'acceptaient pas assez de réfugiés, les Églises ont repris leurs efforts de plus belle. On les récompense maintenant en leur disant que leurs réfugiés ne peuvent avoir un prêt parce que le gouvernement a fait erreur.

Ce programme est vraiment très très dur. Le gouvernement est fier de ses réalisations, mais il n'aime pas voir les dommages que ses mesures administratives causent aux personnes visées.

Cela m'amène à parler d'un autre problème que ce programme engendrera si on ne fait rien pour remédier à la situation. Il y a 15 millions de réfugiés sur la planète et on les retrouve surtout dans les pays du tiers monde. On les appelle ainsi parce qu'ils sont moins importants que les deux premiers, à savoir, d'une part, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, et, d'autre part, l'Europe